

«Plus on supprime d'emplois dans les services financiers plus on crée les conditions de la fraude fiscale»



MICHEL FAURE,
MEMBRE DU BUREAU
NATIONAL DU SYNDICAT
CGT FINANCES
PUBLIQUES

A l'heure où on parle de moralisation de la vie politique, Michel Faure, du bureau national de la CGT Finances publiques qui a longtemps travaillé dans l'Indre, évoque sa vision de ce que pourrait être une République exemplaire.

L'affaire Cahuzac a dû être vécue comme une onde choc dans les services?

Depuis cette affaire, les collègues dans les services d'accueil subissent sarcasmes et quolibets quand ce ne sont pas des insultes. On confond l'agent des finances avec le ministre fraudeur !

Et cette situation touche plus particulièrement ceux qui travaillent sur le contrôle fiscal. C'est intolérable et il faut que ça cesse.

Les mesures proposées par le président de la République dans le cadre de la moralisation sont-elles à la hauteur?

C'est un écran de fumée qui n'apporte pas de réponses adéquates. Il y a de vraies solutions à mettre en place pour en finir avec la fraude fiscale. Et la question des moyens est au cœur de ce dispositif. La RGPP (réforme générale des politiques publiques) est aujourd'hui remplacée par la MAP (modernisation de l'action publique) avec autant de suppressions d'emplois. Et pourtant, les organisations syndicales alertent depuis de nombreuses années ministres et gouvernements sur les conséquences funestes de la suppression de dizaines de milliers d'emplois et la baisse drastique des moyens de fonctionnement. C'est incontournable, plus on supprime des postes dans les services, plus on crée les conditions de la fraude fiscale. Mais il y a aussi une autre conséquence : la souffrance au travail. On note de plus en plus de dépressions et une augmentation significative des suicides ou tentatives de suicide. On n'a jamais vu ça.

Qu'attendez-vous du gouvernement pour pouvoir assumer pleinement vos missions ?

Il faut une réorientation des finalités des missions. Dans une stratégie de rupture et de changement avec les politiques menées précédemment, le gouvernement doit réhabiliter les missions de contrôle et de conseil, il

doit consolider la statistique publique indépendante au service de l'ensemble des acteurs économiques, mettre un terme à l'affaiblissement de la capacité d'intervention de la puissance publique dans les territoires. On voit bien que la présence du service fiscal et financier recule sur tout le territoire et c'est notamment vrai en milieu rural où on constate la volonté de ramener les structures vers les chefs-lieux de département.

Il faut donner les moyens aux services d'assumer la globalité de leurs missions dans le domaine de la lutte contre les fraudes fiscales, permettre à l'ensemble des administrations de contrôle de Bercy de disposer des moyens humains, matériels, juridiques nécessaires pour assurer et imposer le respect de la loi aux citoyens comme aux entreprises.

Outre les moyens évoqués précédemment dont nous avons besoin dans nos services pour mener à bien cette tâche, lutter contre la fraude passe aussi par le renforcement des coopérations européennes et internationales, entre les États et leurs administrations et ce, pour mettre fin à la criminalité financière et à toutes les formes de fraude. Autant de mesures qui exigent aussi que soit mis fin au secret bancaire ou encore aux paradis fiscaux.

L'actualité récente démontre qu'il y a urgence à mettre au pas les marchés financiers et à combattre la fraude et l'évasion fiscales.

RECUEILLI PAR
CHRISTINE AUDEBERT